

GUIDE
A L'INTENTION
DES AGENTS DE POLICE
SUR LES IMMUNITÉS DU
PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE
AU CANADA

Ministère des Affaires extérieures du Canada
Ottawa, 1988

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024123 3

DATE DUE

JUN 16 2003

DOCS

CA1 EA680 88G74 EXF

Guide for law enforcement officers
on the immunities of diplomatic and
consular personnel in Canada
43250992

6098481800



43-250-993

GUIDE
A L'INTENTION
DES AGENTS DE POLICE
SUR LES IMMUNITES DU
PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE
AU CANADA

Ministère des Affaires extérieures du Canada
Ottawa, 1988

TABLE DES MATIERES

Introduction	
But des Immunités	Page 1
Types d'Immunités	Page 1
Fondements juridiques des Immunités	Page 1
Réglementation des Immunités du Personnel diplomatique et consulaire	Page 2
Renonciation aux Immunités	Page 5
Catégories du Personnel diplomatique et consulaire	Page 5
Identification du Personnel diplomatique et consulaire	Page 6
Infractions commises par le Personnel diplomatique et consulaire	Page 6
Résumé des Mesures d'Exécution	Page 8

INTRODUCTION

La législation fédérale et le droit international font obligation au Canada d'accorder certaines immunités au personnel diplomatique et consulaire; celles-ci sont lourdes de conséquences pour les agents de police. Les immunités sont des protections qui soustraient ces personnes aux mesures d'exécution et leur octroi repose sur des principes qui régissent le comportement international depuis l'Antiquité. Il est actuellement au Canada quelque 8 900 personnes qui ont droit à des immunités de par leur statut de membres de missions diplomatiques, de postes consulaires ou d'organisations internationales. Le personnel diplomatique est nécessairement en poste à Ottawa, la capitale nationale, tandis que le personnel consulaire et les membres d'organisations internationales peuvent être basés dans toutes les grandes villes du Canada. Le présent Guide indique aux agents de police la conduite à observer en cas d'infractions commises par le personnel diplomatique et consulaire, compte tenu des immunités dont bénéficient ces personnes.

BUT DES IMMUNITES

La communauté internationale a reconnu que, pour assurer l'accomplissement efficace de ses fonctions, le personnel diplomatique et consulaire doit être soustrait à toute possibilité d'ingérence, de pressions ou de harcèlement de la part de l'Etat accréditaire. C'est dans ce but qu'il lui est accordé des immunités, et non pas à son avantage personnel. Les agents de police doivent savoir que le Canada n'admet pas que ces personnes abusent des immunités dont elles bénéficient. D'ailleurs, sans préjudice de ses immunités, le personnel diplomatique et consulaire a le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat accréditaire.

TYPES D'IMMUNITES

Il convient de distinguer entre immunités diplomatiques et immunités consulaires, les premières étant plus étendues. C'est pourquoi les agents de police doivent s'assurer du type d'immunités dont bénéficient effectivement les personnes qui s'en réclament. Il arrive souvent que des personnes jouissant du statut consulaire affirment, fallacieusement ou en toute bonne foi, être protégées par l'immunité diplomatique; les agents de police ne doivent pas se laisser induire en erreur.

FONDEMENTS JURIDIQUES DES IMMUNITES

Les immunités diplomatiques et consulaires sont énoncées, pour ce qui a trait à la législation fédérale, dans la Loi sur les Privilèges et Immunités diplomatiques et consulaires (1977, modifiée en 1981) et la Loi sur les Privilèges et Immunités (Organisations internationales) (1965), et, pour ce qui concerne le droit international, dans la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961), la Convention de Vienne sur les Relations consulaires (1963) et la Convention sur les Privilèges et Immunités des Nations Unies (1946). Les agents de police doivent savoir qu'en cas de conflit entre la Loi sur les Privilèges et Immunités diplomatiques et consulaires et d'autres textes législatifs fédéraux ou provinciaux, ce sont les dispositions de la Loi qui l'emportent.

REGLEMENTATION DES IMMUNITES DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Le Bureau du Protocole du Ministère des Affaires extérieures régleme les immunités accordées au personnel diplomatique et consulaire au Canada en collaboration avec les bureaux provinciaux et territoriaux du protocole pour les questions relevant de leur juridiction. Afin d'obtenir des conseils sur les immunités du personnel diplomatique et consulaire, les agents de police peuvent consulter l'un de ces bureaux, dont voici les adresses et numéros de téléphone:

(1) Bureau fédéral du Protocole

CANADA

Bureau du Protocole
Ministère des Affaires extérieures du Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

(613) 996-8683 (durant les heures normales de travail)
(613) 996-8885 (en dehors des heures normales de travail)

(2) Bureaux provinciaux du Protocole

ALBERTA

Bureau du Protocole
Conseil exécutif de l'Alberta
Annexe de la Législature, pièce 1201
9718, 107e rue
Edmonton (Alberta)
T5K 1E4

(403) 427-7360

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Bureau du Protocole
Ministère du Secrétaire provincial et des Services gouvernementaux
de la Colombie-Britannique
Edifice du Parlement, pièce 104A
Victoria (Colombie-Britannique)
V8V 1X4

(604) 387-1616

ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

Bureau du Protocole
Conseil exécutif de l'Ile-du-Prince-Edouard
Case postale 2000
Charlottetown (Ile-du-Prince-Edouard)
C1A 7N1

(902) 368-4400

MANITOBA

Bureau du Protocole
Conseil exécutif du Manitoba
Edifice de la Législature, pièce 317
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

(204) 945-8845

NOUVEAU-BRUNSWICK

Bureau du Protocole
Conseil exécutif du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

(506) 453-2639

NOUVELLE-ECOSSE

Bureau du Protocole
Conseil exécutif de la Nouvelle-Ecosse
1, Government Place, 7e étage
1700, rue Granville
Halifax (Nouvelle-Ecosse)
B3J 2Y3

(902) 424-4463

ONTARIO

Bureau du Protocole
Ministère des Affaires intergouvernementales de l'Ontario
Edifice Mowat, 6e étage
900, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 1C2

(416) 965-1215

QUEBEC

Bureau du Protocole
Ministère des Affaires internationales du Québec
1225, place George-V
Québec (Québec)
G1R 4Z7

(418) 643-8483

SASKATCHEWAN

Bureau du Protocole
Conseil exécutif de la Saskatchewan
Edifice de la Législature, pièce 39
Regina (Saskatchewan)
S4S 0B3

(306) 787-3001

TERRE-NEUVE ET LABRADOR

Bureau du Protocole
Conseil exécutif de Terre-Neuve et du Labrador
Secrétariat des Affaires intergouvernementales
Edifice Confederation, bloc Ouest, 5e étage
St. John's (Terre-Neuve)
A1C 5T7

(709) 576-3670

(3) Bureaux territoriaux du Protocole

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Bureau du Protocole
Conseil exécutif des Territoires du Nord-Ouest
Case postale 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9

(403) 873-7150

TERRITOIRE DU YUKON

Bureau du Protocole
Conseil exécutif du Territoire du Yukon
Case postale 2703
Whitehorse (Territoire du Yukon)
Y1A 2C6

(403) 667-5977

RENONCIATION AUX IMMUNITES

Le Canada peut demander à l'Etat accréditant de renoncer aux immunités accordées à son personnel diplomatique et consulaire qui s'est rendu coupable d'une infraction ou dont le témoignage est requis dans une procédure judiciaire ou administrative. Il est rare que l'Etat accréditant y consente, surtout s'il s'agit d'une infraction pénale, mais les agents de police n'en doivent pas moins documenter les infractions commises par ces personnes pour le cas où des poursuites seraient autorisées, et en informer au plus tôt le bureau fédéral, provincial ou territorial du protocole selon qu'il y a lieu.

CATEGORIES DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Le personnel diplomatique et consulaire se divise en trois catégories selon les fonctions qu'il exerce; on distingue les agents/fonctionnaires, le personnel administratif et technique et le personnel de service. D'ailleurs, dans chaque catégorie les désignations sont les suivantes:

Missions diplomatiques

Agents:

ambassadeur, haut-commissaire ou chargé d'affaires
ministre
conseiller
premier secrétaire
deuxième secrétaire
troisième secrétaire
attaché

Personnel administratif et technique:

membre du personnel administratif
et technique

Personnel de service:

membre du personnel de service

Postes consulaires

Fonctionnaires:

consul général ou consul général honoraire
consul ou consul honoraire
vice-consul ou vice-consul honoraire
agent consulaire ou agent consulaire honoraire

Personnel administratif et technique:

membre du personnel administratif et technique

Personnel de service:

membre du personnel de service

Dans les missions diplomatiques, les agents traitent principalement avec les fonctionnaires fédéraux tandis que dans les postes consulaires, les fonctionnaires ont surtout affaire aux fonctionnaires provinciaux, territoriaux et municipaux. Dans les missions diplomatiques et les postes consulaires, le personnel administratif et technique est employé dans les services administratifs et techniques et le personnel de service est employé dans les tâches de service. Les fonctionnaires consulaires honoraires sont soit des citoyens canadiens soit des résidents permanents du Canada.

IDENTIFICATION DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Le Bureau du Protocole du Ministère des Affaires extérieures émet des carnets d'identité diplomatiques ou consulaires au personnel diplomatique et consulaire accrédité ou notifié au Canada. Ces carnets d'identité sont les seuls documents officiels dont les agents de police doivent tenir compte pour établir l'identité et le statut des personnes qui prétendent bénéficier d'immunités. Des carnets d'identité bordeaux sont émis aux agents diplomatiques, à leurs conjoints et à leurs enfants à charge de plus de 16 ans. Des carnets d'identité bleus sont émis aux fonctionnaires consulaires de carrière, à leurs conjoints et à leurs enfants à charge de plus de 16 ans. Des carnets d'identité verts sont émis aux représentants des Etats membres et aux hauts fonctionnaires d'organisations internationales, à leurs conjoints et à leurs enfants à charge de plus de 16 ans. Des carnets d'identité noirs sont émis aux membres du personnel administratif et technique et du personnel de service, à leurs conjoints, à leurs enfants à charge de plus de 16 ans et aux père et mère des agents diplomatiques et des fonctionnaires consulaires de carrière. Des carnets d'identité blancs sont émis aux membres de missions diplomatiques et de postes consulaires, y compris les fonctionnaires consulaires honoraires, qui sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents du Canada.

Les agents de police ne doivent pas tenir compte des carnets d'identité diplomatiques ou consulaires émis par un Etat autre que le Canada.

INFRACTIONS COMMISES PAR LE PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Quoique le personnel diplomatique et consulaire se montre pour la plupart respectueux des lois, il arrive que certains commettent des infractions, dont ils ne sont pas déchargés par leurs immunités. Après que les agents de police ont traité une infraction commise par le personnel diplomatique et consulaire, les bureaux fédéral, provinciaux ou territoriaux du protocole prennent des mesures à son encontre selon la nature, la gravité et les circonstances de l'infraction. Les agents de police peuvent intervenir avec le personnel diplomatique et consulaire, en recourant à la force nécessaire, pour empêcher la commission, ou la continuation de la commission, d'une infraction et peuvent se défendre si leur personne est attaquée. Néanmoins, les agents de police doivent tenir judicieusement compte des immunités du personnel diplomatique et consulaire en cas d'une infraction sous peine de mettre le Canada dans l'embarras, de s'exposer à de graves conséquences juridiques ou d'entraîner des représailles à l'égard du personnel diplomatique et consulaire canadien à l'étranger. Les immunités des diverses catégories du personnel diplomatique et consulaire sont résumées au tableau qui figure à la page 8.

Les agents de police peuvent suivre la procédure normale pour les infractions routières commises par le personnel diplomatique et consulaire avec quelques restrictions. Ainsi, même sur soupçon raisonnable de conduite avec facultés affaiblies,

les agents de police ne peuvent pas exiger d'une personne munie d'un carnet d'identité bordeaux, bleu, vert ou noir qu'elle se soumette à l'alcooltest; cependant, ils peuvent l'empêcher de reprendre le volant et la mettre en détention préventive temporaire pour l'emmener sous escorte au poste local de police où ils devraient contacter la mission diplomatique, le poste consulaire ou la famille afin que quelqu'un vienne la reconduire chez elle pour sa propre protection et dans l'intérêt de la sécurité publique. Par contre, sur soupçon raisonnable de conduite avec facultés affaiblies, les agents peuvent exiger d'une personne munie d'un carnet d'identité blanc qu'elle se soumette à l'alcooltest et elle peut être arrêtée et détenue. Lorsqu'ils effectuent des vérifications au hasard de la sobriété des conducteurs, les agents de police ne devraient pas arrêter arbitrairement les voitures portant une plaque d'immatriculation diplomatique ou consulaire.

En vertu de la politique fédérale, il est interdit au personnel diplomatique et consulaire de posséder une arme à feu en dehors des lieux où il est autorisé par un certificat d'inscription de la posséder. Lorsque les agents de police sont absolument certains qu'une personne munie d'un carnet d'identité bordeaux, bleu, vert ou noir porte sur elle une arme à feu, ils peuvent demander que celle-ci leur soit remise immédiatement, mais si le contrevenant refuse d'obtempérer, les agents de police devraient documenter l'infraction sans pour autant saisir ni confisquer l'arme à feu. En outre, lorsque les agents de police sont absolument certains qu'une personne munie d'un carnet d'identité blanc porte sur elle une arme à feu, ils peuvent recourir à la force nécessaire afin de saisir et confisquer l'arme à feu et peuvent arrêter et détenir le contrevenant.

En cas d'infraction commise par une personne se réclamant les immunités diplomatiques, les agents de police doivent:

- (1) traiter le contrevenant avec courtoisie;
- (2) déterminer par identification si le contrevenant jouit bien du statut diplomatique;
- (3) prendre conseils s'il y a lieu auprès de leurs surveillants; et
- (4) documenter l'infraction au moyen d'une information non sous serment ou d'un exposé des faits et en adresser copies à l'administration du service de police concerné ainsi qu'au bureau fédéral, provincial ou territorial du protocole.

En cas d'infraction commise par une personne se réclamant les immunités consulaires, les agents de police doivent:

- (1) traiter le contrevenant avec courtoisie;
- (2) déterminer par identification si le contrevenant jouit bien du statut consulaire;
- (3) prendre conseils s'il y a lieu auprès de leurs surveillants; et
- (4) documenter l'infraction au moyen d'une information sous serment ou d'un exposé des faits et en adresser copies à l'administration du service de police concerné ainsi qu'au bureau fédéral, provincial ou territorial du protocole.

RÉSUMÉ DES MESURES D'EXÉCUTION

CATÉGORIE	ARRÊTATION ET DÉTENTION	FOUILLE AU CORPS	BUREAU, ENTRÉE ET PERQUISITION	DOMICILE, ENTRÉE ET PERQUISITION	FOUILLE DE LA VOITURE PERSONNELLE	FOUILLE DES BAGAGES PERSONNELS	POURSUITE EN JUSTICE	OBLIGATION DE RÉPONDRE COMME TÉMOIN	PERSONNES À CHARGE RECONNUES
MISSIONS DIPLOMATIQUES	AGENTS	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	MÊMES IMMUNITÉS QUE LES AGENTS
	PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	NON	MÊMES IMMUNITÉS QUE LES MEMBRES DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
	PERSONNEL DE SERVICE	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	OUI	AUCUNES IMMUNITÉS
POSTES CONSULAIRES	FONCTIONNAIRES DE CARRIÈRE	OUI	NON	OUI	OUI	NON	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	NON	AUCUNES IMMUNITÉS
	FONCTIONNAIRES HONORAIRES	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	(ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	AUCUNES IMMUNITÉS
	PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	AUCUNES IMMUNITÉS
	PERSONNEL DE SERVICE	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	AUCUNES IMMUNITÉS
ORGANISATIONS INTERNATIONALES	REPRÉSENTANT LES ÉTATS MEMBRES	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	AUCUNES IMMUNITÉS
	HAUTS FONCTIONNAIRES	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	NON (ACTES OFFICIELS SEULEMENT)	AUCUNES IMMUNITÉS
	FONCTIONNAIRES	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	AUCUNES IMMUNITÉS

NOTE: LES PERSONNES MUNIES DE CARNETS D'IDENTITÉ BLANCS BÉNÉFICIENT DES MÊMES IMMUNITÉS QUE LES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES HONORAIRES.

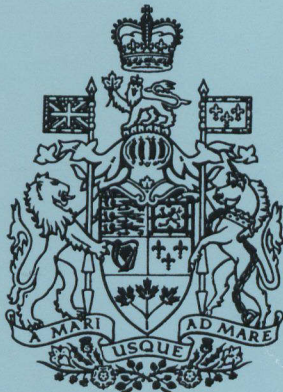
Préparé par le
Bureau du Protocole
du
Ministère des Affaires extérieures du Canada
Ottawa, 1988

MKW



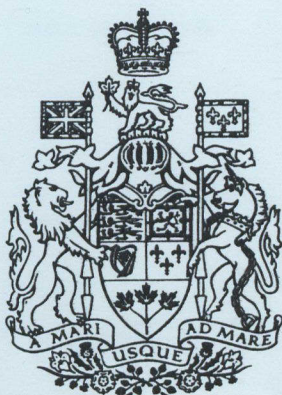
doc
CA1
EA680
88G74
EXF

.b2215755(F)
.b2215767(F)



GUIDE
FOR
LAW ENFORCEMENT OFFICERS
ON THE IMMUNITIES OF
DIPLOMATIC AND CONSULAR PERSONNEL
IN CANADA

Department of External Affairs of Canada
Ottawa, 1988



43-250-992

GUIDE
FOR
LAW ENFORCEMENT OFFICERS
ON THE IMMUNITIES OF
DIPLOMATIC AND CONSULAR PERSONNEL
IN CANADA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

FEB 14 1989

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Department of External Affairs of Canada
Ottawa, 1988

NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE

TABLE OF CONTENTS

Introduction	
Purpose of Immunities	Page 1
Kinds of Immunities	Page 1
Legal Bases of Immunities	Page 1
Regulation of the Immunities of Diplomatic and Consular Personnel	Page 2
Waiver of Immunities	Page 5
Categories of Diplomatic and Consular Personnel	Page 5
Identification of Diplomatic and Consular Personnel	Page 6
Offences by Diplomatic and Consular Personnel	Page 6
Summary of Law Enforcement Measures	Page 8

INTRODUCTION

Canada is obliged under federal and international law to grant certain immunities to diplomatic and consular personnel that have significant implications for law enforcement officers. Immunities may be defined as protections from law enforcement processes and are founded on principles of international conduct dating from antiquity. Currently, there are about 8,900 persons in Canada whose status entitles them to immunities; they are members of diplomatic missions, consular posts, and international organizations. While diplomatic personnel are necessarily based in Ottawa, the national capital, consular personnel and members of international organizations are freely based in major cities across Canada. This Guide is intended to help law enforcement officers to understand how to handle offences by diplomatic and consular personnel within the limitations of their immunities.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

PURPOSE OF IMMUNITIES

The international community has acknowledged that diplomatic and consular personnel must not be subject to any possible interference, pressure, or harassment by the receiving state if they are to perform their functions efficiently. Therefore, immunities are accorded to diplomatic and consular personnel. However, since the immunities are not for the benefit of individuals, law enforcement officers should note that Canada does not accept the abuse of immunities by diplomatic and consular personnel. Moreover, without prejudice to their immunities, diplomatic and consular personnel have a duty to respect the laws and regulations of the receiving state.

KINDS OF IMMUNITIES

Given that immunities may be either diplomatic or consular, with the former being more extensive than the latter, law enforcement officers ought to be careful to ascertain which kind of immunities is applicable to persons claiming them. It often occurs that persons having consular status claim, falsely or erroneously, that they have diplomatic immunities, but law enforcement officers should not allow themselves to be misled.

LEGAL BASES OF IMMUNITIES

Diplomatic and consular immunities are set out in federal law by the Diplomatic and Consular Privileges and Immunities Act (1977 as amended 1981) and the Privileges and Immunities (International Organizations) Act (1965), and in international law by the Vienna Convention on Diplomatic Relations (1961), the Vienna Convention on Consular Relations (1963), and the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations (1946). It is important for law enforcement officers to bear in mind that where there are inconsistencies between the Diplomatic and Consular Privileges and Immunities Act and any other federal or provincial legislation, the Act prevails to the extent of the inconsistencies.

REGULATION OF THE IMMUNITIES OF DIPLOMATIC AND CONSULAR PERSONNEL

The Office of Protocol of the Department of External Affairs regulates the immunities of diplomatic and consular personnel in Canada in cooperation with the provincial and territorial offices of protocol, which deal with matters within their jurisdiction. Law enforcement officers requiring advice on the immunities of diplomatic and consular personnel may consult the federal, provincial, or territorial offices of protocol, of which the addresses and telephone numbers are:

(1) Federal Office of Protocol

CANADA

Office of Protocol
Department of External Affairs of Canada
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

(613) 996-8683 (during usual business hours)
(613) 996-8885 (after usual business hours)

(2) Provincial Offices of Protocol

ALBERTA

Protocol Office
Executive Council of Alberta
Legislature Annex, Room 1201
9718 - 107 Street
Edmonton, Alberta
T5K 1E4

(403) 427-7360

BRITISH COLUMBIA

Protocol Office
Ministry of Provincial Secretary and
Government Services of British Columbia
Parliament Buildings, Room 104A
Victoria, British Columbia
V8V 1X4

(604) 387-1616

MANITOBA

Protocol Office
Executive Council of Manitoba
Legislature Building, Room 317
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

(204) 945-8845

NEW BRUNSWICK

Office of Protocol
Executive Council of New Brunswick
Post Office Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1

(506) 453-2639

NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Office of Protocol
Executive Council of Newfoundland and Labrador
Intergovernmental Affairs Secretariat
Confederation Building, West Block, 5th Floor
St. John's, Newfoundland
ALC 5T7

(709) 576-3670

NOVA SCOTIA

Office of Protocol
Executive Council of Nova Scotia
1 Government Place, 7th Floor
1700 Granville Street
Halifax, Nova Scotia
B3J 2Y3

(902) 424-4463

ONTARIO

Office of Protocol
Ministry of Intergovernmental Affairs of Ontario
Mowat Block, 6th Floor
900 Bay Street
Toronto, Ontario
M7A 1C2

(416) 964-1215

PRINCE EDWARD ISLAND

Office of Protocol
Executive Council of Prince Edward Island
Post Office Box 2000
Charlottetown, Prince Edward Island
C1A 7N1

(902) 368-4400

QUEBEC

Office of Protocol
Ministry of International Affairs of Quebec
1225 George V Square
Quebec City, Quebec
G1R 4Z7

(418) 643-8483

SASKATCHEWAN

Protocol Office
Executive Council of Saskatchewan
Legislature Building, Room 39
Regina, Saskatchewan
S4S 0B3

(306) 787-3001

(3) Territorial Offices of Protocol

NORTHWEST TERRITORIES

Office of Protocol
Executive Council of the Northwest Territories
Post Office Box 1320
Yellowknife, Northwest Territories
X1A 2L9

(403) 873-7150

YUKON TERRITORY

Office of Protocol
Executive Council of the Yukon Territory
Post Office Box 2703
Whitehorse, Yukon Territory
Y1A 2C6

(403) 667-5977

WAIVER OF IMMUNITIES

Canada may request from the sending state the waiver of the immunities of diplomatic and consular personnel who have committed offences or are needed to give evidence in judicial or administrative proceedings. Although the sending state may not ordinarily agree to grant the waiver, particularly for criminal offences, law enforcement officers ought to document offences by diplomatic and consular personnel in case prosecution is eventually allowed, and ought to report them promptly to the federal, provincial, or territorial offices of protocol as appropriate.

CATEGORIES OF DIPLOMATIC AND CONSULAR PERSONNEL

The categories of diplomatic and consular personnel, defined according to the functions performed, are: officers, administrative and technical staff, and service staff. Moreover, the designations of diplomatic and consular personnel within the categories are:

Diplomatic Missions

Officers:

Ambassador, High Commissioner, or
Chargé d'Affaires
Minister
Counselor
First Secretary
Second Secretary
Third Secretary
Attaché

Administrative and Technical Staff:

Member of the Administrative and
Technical Staff

Service Staff:

Member of the Service Staff

Consular Posts

Officers:

Consul General or Honorary Consul
General
Consul or Honorary Consul
Vice-Consul or Honorary Vice-Consul
Consular Agent or Honorary Consular
Agent

Administrative and Technical Staff:

Member of the Administrative and
Technical Staff

Service Staff:

Member of the Service Staff

In diplomatic missions, officers treat mainly with federal officials, and in consular posts, officers treat mainly with provincial, territorial, and municipal officials. In both diplomatic missions and consular posts, administrative and technical staff perform administrative and technical work, and service staff perform service tasks. Honorary consular officers are either Canadian citizens or permanent residents of Canada.

IDENTIFICATION OF DIPLOMATIC AND CONSULAR PERSONNEL

Diplomatic and consular personnel accredited or notified to Canada are issued diplomatic or consular identity cards by the Office of Protocol of the Department of External Affairs. Such identity cards are the only official documents that law enforcement officers should recognize to establish positively the identity and the diplomatic or consular status of persons claiming immunities. Maroon identity cards are issued to diplomatic officers, their spouses, and their dependent children over 16 years of age. Blue identity cards are issued to career consular officers, their spouses, and their dependent children over 16 years of age. Green identity cards are issued to representatives of states members and senior officials of international organizations, their spouses, and their dependent children over 16 years of age. Black identity cards are issued to members of the administrative and technical staff and service staff, their spouses, their dependent children over 16 years of age, and the parents of diplomatic and career consular officers. White identity cards are issued to members of diplomatic missions and consular posts, including honorary consular officers, who are Canadian citizens or permanent residents of Canada.

Law enforcement officers ought not to recognize identity cards issued to diplomatic and consular personnel by a state other than Canada.

OFFENCES BY DIPLOMATIC AND CONSULAR PERSONNEL

While most diplomatic and consular personnel are conscientiously law-abiding, some may commit offences, but their immunities do not exonerate them. After law enforcement officers have dealt with offences by diplomatic and consular personnel, the federal, provincial, or territorial offices of protocol will take action against offenders as warranted by the nature, the gravity, and the circumstances of offences. Law enforcement officers may intervene with diplomatic and consular personnel, using such force as is necessary, to stop the commission, or the continuation of the commission, of offences, and may defend themselves from personal bodily harm. Nonetheless, law enforcement officers must respect judiciously the immunities of diplomatic and consular personnel who may commit offences, for their failure to do so may cause international embarrassment to Canada, may expose them to serious legal consequences, and may result in reciprocal mistreatment of Canadian diplomatic and consular personnel abroad. The chart on page 8 summarizes the immunities of the various categories of diplomatic and consular personnel.

Law enforcement officers may follow normal procedures for traffic offences by diplomatic and consular personnel with a few restrictions. Although law enforcement officers may not demand, on reasonable suspicion of impairment, that diplomatic

and consular personnel with maroon, blue, green, or black identity cards submit to sobriety tests, they may prevent offenders from resuming to drive, and may take them into temporary protective custody to escort them to the local police station where members of diplomatic missions or consular posts or offenders' families should be contacted to accompany them home in the interests of public safety and offenders. However, law enforcement officers may demand, on reasonable suspicion of impairment, that diplomatic and consular personnel with white identity cards submit to sobriety tests, and may arrest and detain offenders. Law enforcement officers should not arbitrarily stop automobiles bearing diplomatic or consular licence plates in random spot checks for sobriety of drivers.

Diplomatic and consular personnel are prohibited by federal policy from possessing firearms on their persons elsewhere than at the place at which they are entitled by registration certificates to possess them. If law enforcement officers have absolutely certain knowledge that diplomatic and consular personnel with maroon, blue, green, or black identity cards possess firearms passively on their persons, they may demand that offenders surrender them immediately, but in the event of offenders' refusal to comply, they should document offences without seizing and confiscating firearms. Furthermore, if law enforcement officers have absolutely certain knowledge that diplomatic and consular personnel with white identity cards possess firearms passively on their persons, they may use such force as is necessary to seize and to confiscate firearms, and may arrest and detain offenders.

In handling offences generally by persons claiming diplomatic immunities, law enforcement officers ought:

- (1) to treat offenders with courtesy;
- (2) to determine by identification whether offenders enjoy diplomatic status;
- (3) to seek guidance as appropriate from their supervisors; and,
- (4) to document offences by unsworn informations, sworn informations, or occurrence reports, with copies to the law enforcement agency's administrative unit and the federal, provincial, or territorial offices of protocol.

In handling offences generally by persons claiming consular immunities, law enforcement officers ought:

- (1) to treat offenders with courtesy;
- (2) to determine by identification whether offenders enjoy consular status;
- (3) to seek guidance as appropriate from their supervisors; and,
- (4) to document offences by sworn informations or occurrence reports, with copies to the law enforcement agency's administrative unit and the federal, provincial, or territorial offices of protocol.

SUMMARY OF LAW ENFORCEMENT MEASURES

CATEGORY	ARREST AND DETENTION	PERSONAL SEARCH	OFFICE ENTRY AND SEARCH	RESIDENTIAL ENTRY AND SEARCH	PRIVATE MOTOR VEHICLE SEARCH	PERSONAL BAGGAGE SEARCH	PROSECUTION	COMPELLABILITY TO GIVE EVIDENCE AS A WITNESS	RECOGNIZED DEPENDENTS
DIPLOMATIC	OFFICERS	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	SAME IMMUNITIES AS OFFICERS
	ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL STAFF	NO	NO	NO	NO	YES	NO	NO	SAME IMMUNITIES AS MEMBERS OF THE ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL STAFF
	SERVICE STAFF	YES	NO	YES	YES	YES	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	YES	NO IMMUNITIES
CONSULAR	CAREER OFFICERS	YES, FOR A GRAVE CRIME WITH A WARRANT	NO	YES	YES	NO	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO	NO IMMUNITIES
	HONORARY OFFICERS	YES	NO	YES	YES	YES	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO IMMUNITIES
	ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL STAFF	YES	NO	YES	YES	YES	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO IMMUNITIES
	SERVICE STAFF	YES	YES	NO	YES	YES	YES	YES	NO IMMUNITIES
INTERNATIONAL ORGANIZATIONS	REPRESENTATIVES OF STATES MEMBERS	NO	NO	YES	YES	NO	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO IMMUNITIES
	SENIOR OFFICIALS	NO	NO	YES	YES	NO	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO, FOR OFFICIAL ACTS ONLY	NO IMMUNITIES
	OFFICIALS	YES	YES	NO	YES	YES	YES	YES	NO IMMUNITIES

NOTE: THE IMMUNITIES OF DIPLOMATIC AND CONSULAR PERSONNEL WITH WHITE IDENTITY CARDS ARE THOSE INDICATED FOR HONORARY CONSULAR OFFICERS.

Prepared by the
Office of Protocol
of the
Department of External Affairs of Canada
Ottawa, 1988

MKW

1900

1901

1902

1903

1904

1905

1906

1907

1908

1909

1910

1911

1912

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

1921

1922

1923

1924

1925

1926

1927

1928

1929

1930

1931

1932

1933